

AKTUELL

LE LUXEMBOURG ET LE CONFLIT À GAZA

Deux États, seule solution possible

Fabien Grasser

L'Union européenne est divisée sur la réponse à apporter au conflit opposant Israël au Hamas, alors que la situation humanitaire à Gaza est dramatique. Le Luxembourg a demandé « un cessez-le-feu immédiat » lors de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères, ce lundi 22 janvier, à Bruxelles.

« La priorité absolue doit être de parvenir à un cessez-le-feu immédiat » à Gaza, a plaidé le chef de la diplomatie luxembourgeoise, Xavier Bettel (DP), à Bruxelles, lundi 22 janvier, au cours d'un Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne. Cette réunion dans la capitale belge a confirmé la division de l'UE sur le conflit en cours. Seul point de convergence entre les Vingt-Sept, la nécessité de faire parvenir l'aide humanitaire aux plus de deux millions d'habitant-es de Gaza.

Les ministres ont en revanche échoué à s'entendre sur une position commune sur l'après-conflit et sur les sanctions contre les colons israélien-nes de Cisjordanie, accusé-es d'attiser les braises. Les discussions ont illustré l'éventail des positions européennes, allant des pays les plus pro-palestiniens, comme l'Espagne et l'Irlande, aux plus pro-israéliens. Parmi ces derniers, la Hongrie et la Pologne ont rejeté l'idée d'une solution à deux États, estimant que cela ne fonctionnerait pas. Alors que l'UE veut présenter une feuille de route pour un « plan de paix global », ces dissensions rendent sa ligne illisible et affaiblissent davantage son poids diplomatique au Moyen-Orient.

Les député-es unanimes

Pour sa part, le Luxembourg défend ce qu'il considère comme une position « d'équilibre » depuis la nomination du nouveau gouvernement. « Je ne suis ni pro-Israël ni pro-Palestine, mais pro-paix », avait lancé Xavier Bettel avant un déplacement en Israël et en Palestine, les 10 et 11 janvier. « Rien, absolument rien, ne peut justifier les actes barbares commis par les terroristes du Hamas contre des civils innocents », a déclaré le ministre face à ses interlocuteurs israéliens lors de cette visite. Il a aussi appelé à la libération des otages détenu-es par le Hamas, le mouvement islamiste auteur des attaques du 7 octobre, considéré comme une organisation terroriste par Israël, les États-Unis et l'UE.

Xavier Bettel a toutefois redit « l'attachement du Luxembourg à la solution

des deux États, le seul moyen de garantir une paix juste et durable pour toutes les populations de la région », selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. « Ce serait une paix qui garantirait la sécurité d'Israël et empêcherait que des attaques comme celles du 7 octobre se reproduisent, tout en respectant les aspirations légitimes du peuple palestinien », poursuit le texte. Xavier Bettel a réitéré ces propos face aux autorités palestiniennes, qu'il a rencontrées dans la foulée. À cette occasion, il a également condamné la politique de colonisation menée par le gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu, « un des principaux obstacles à la solution à deux États ». Ces déclarations marquent une évolution dans la position du grand-duché, alors que lors de son interview du Nouvel An, sur RTL, le premier ministre, Luc Frieden, s'était interdit de juger quand Israël devait mettre un terme à son offensive.

Lundi 22 janvier à Bruxelles, Xavier Bettel a martelé qu'il est « dans l'intérêt de l'État d'Israël de parvenir à la paix » par une solution à deux États. « Après trois mois de combats et des milliers de morts parmi la population civile de Gaza, dont 70 % de femmes et d'enfants, il devient difficile d'argumenter en faveur d'une défense qui serait légitime et proportionnelle », a-t-il avancé, relayant une position désormais partagée par nombre de pays européens. Les attaques du 7 octobre ont coûté la vie à plus de 1.200 Israélien-nes, en majorité des civil-es. La riposte de Tsahal a déjà fait plus de 25.000 mort-es dans la population gazaouie, dont une majorité d'enfants et de femmes, selon le ministère de la Santé de l'enclave palestinienne, contrôlé par le Hamas. Ce bilan est jugé crédible par l'ONU et les ONG présentes dans l'étroit territoire de 360 km².

La position officiellement défendue par le gouvernement luxembourgeois se reflète à la Chambre des député-es. Le 16 janvier, à la faveur d'une séance de questions au gouvernement, celle-ci a adopté à l'unanimité (l'ADR s'abstenant) une résolution présentée par le député Déi Lénk David Wagner, à l'initiative du débat. Le texte « condamne avec la plus grande fermeté » les attaques du Hamas, mais aussi « la réaction militaire du gouvernement israélien », qualifiée de « démesurée dans le temps et disproportionnée dans l'envergure ». Les député-es demandent un cessez-le-feu immédiat et, tout comme le gouvernement, des perspectives de paix basées sur la solution à deux États.

SHORT NEWS

Transparence à la Chambre : de la parole aux actes

(fg) – Pour cette législature, le président de la Chambre des député-es, le CSV Claude Wiseler, a promis de nouvelles règles pour rendre le travail de l'institution plus accessible et transparent au public. Sitôt dit, sitôt fait ? Le 18 janvier, la Chambre a en tout cas annoncé une première étape dans ce processus, à savoir la retransmission en direct de cinq commissions parlementaires, le lieu où les député-es effectuent le gros du travail d'élaboration des lois. À partir de la mi-avril, elles seront visibles en direct sur chamber.tv et seront disponibles en replay. Il s'agit d'une phase test, qui fera l'objet d'une évaluation pour son éventuelle extension à l'ensemble des 29 commissions parlementaires. Cette exigence de transparence, déjà en œuvre dans la plupart des démocraties, est portée depuis des années par des partis comme Déi Gréng ou Déi Lénk. Mais elle se heurtait à la réticence de député-es craignant une limitation de la parole en commission si celles-ci sont filmées en direct. Le DP y était particulièrement opposé, avait précisé au woxx l'élue écologiste Sam Tanson, le 8 janvier. Quoi qu'il en soit, la mesure fait l'unanimité au sein de la Conférence des présidents, l'organe qui prend les décisions concernant les travaux à la Chambre. Les commissions retransmises seront : Agriculture, Alimentation et Viticulture ; Logement et Aménagement du territoire ; Environnement, Climat et Biodiversité ; Éducation nationale, Enfance et Jeunesse ; Médias et Communications.

Bettelverbot: Demonstration gegen „unsoziale Politik“

(mes) – Die Jugendparteien von Déi Lénk, Déi Gréng und der LSAP rufen zum Protest auf: Am Montag, dem 29. Januar um 13:30 Uhr, eine Stunde vor dem Treffen des Gemeinderates, soll sich die Bevölkerung zu einer Demonstration gegen das Bettelverbot auf der Place Guillaume II in Luxemburg-Stadt zusammenfinden. Die Regierung müsse die Gemeindeverordnung des DP-CSV Gemeinderates, die vom Innenminister Léon Gloden (CSV) bestätigt wurde und seit dem 15. Januar das Betteln in einigen Teilen der Innenstadt zwischen 7 Uhr morgens und 22 Uhr nachts verbietet, unmittelbar aufheben, so die Forderung der jungen Grünen, Linken und Sozialist*innen. Die Gemeinde handle ohne geeignete legale Basis, kritisieren die Parteien, und das Verbot sei demnach „konträr zu den Prinzipien des Rechtsstaates“. Zudem gebe es Unklarheiten, was die Umsetzung angeht. Obschon laut dem Innenministerium das Verbot nur die Zwangsbettelei visiert, ist nicht bekannt, wie die Polizei zwischen „einfacher“ und „organisierter“ Bettelei unterscheidet. Am letzten Dienstag wurde die praktische Umsetzung des Verbots in der Abgeordnetenversammlung diskutiert, jedoch hinter verschlossenen Türen. Die Verordnung selbst spreche von allen Formen des Bettelns, werfen die Jugendparteien der Regierung vor. Mit den Schwächsten in unserer Gesellschaft müsse hingegen menschlich umgegangen werden. Das Verbot führe zum Gegenteil: einer Kriminalisierung der Menschen, die in Not sind. Betroffene müssten entweder eine Geldstrafe, die bis zu 250 Euro betragen kann, bezahlen oder einige Tage im Gefängnis verbringen, erläuterte auch Gloden in einer Antwort auf eine parlamentarische Frage der Piraten.

Neues queeres Magazin in Luxemburg

(ja) – Luxemburg hat wieder ein Magazin, das von der LGBTIQ-Community gestaltet wird. Die letzte Ausgabe von „La Pie qui chante“, dem Vereinsblatt von Rosa Lëtzebuerg, ist vor etwa zwölf Jahren erschienen. Nun gibt es mit Queer.lu eine neue Publikation, die der queeren Gemeinschaft in Luxemburg als Sprachrohr und Informationsmedium dienen soll. „We voted. Will they deliver?“, fragt das Cover der ersten Ausgabe, die Titelseite (geschrieben von woxx-Journalistin Isabel Spigarelli) beschäftigt sich mit den Auswirkungen der Wahlen von Oktober 2023 auf die queere Gemeinschaft. Auch im Kulturteil von queer.lu kommen die woxx und ihre Kulturchefin Spigarelli vor, nämlich als verschriftlichte Version des Podcasts „Um Canapé mat der woxx“. Darin sprechen Karma Catena (C'est Karma) und Charlotte Muniken darüber, wie ihre Queerness ihre Kunst beeinflusst. Das Magazin bietet auch Porträts von Aktivist*innen, lässt verschiedenste LGBTIQ-Organisationen zu Wort kommen, kündigt die nächsten wichtigen Termine an und klärt über Sexualität und Gesundheit auf. In typisch Luxemburger Manier ist Queer.lu nicht einsprachig, sondern enthält Beiträge in vier verschiedenen Sprachen. Die Printedition von Queer.lu kann man im Rainbow Center (19, rue St. Esprit, Luxemburg-Stadt) erhalten, die Beiträge sind aber auch online unter queer.lu verfügbar.